

CHRONOLOGIE

1892-1994

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en inscrivant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Rwanda	MSF
1892		Premier explorateur européen au Rwanda.	
1923		31 AOÛT Le Conseil de la Société des Nations attribue à la Belgique un mandat de tutelle sur le Rwanda et le Burundi.	
1959		AOÛT-SEPTEMBRE Création des premiers partis politiques. NOVEMBRE Émeutes paysannes hutues : attaques contre les Tutsis , fuite de milliers de Tutsis dans les pays limitrophes.	
1961		Nouvelle vague de violence, fuite de dizaines de milliers de Tutsis . 28 JANVIER Proclamation de la République.	
1962		Proclamation de l' indépendance du Rwanda et du Burundi , Grégoire Kayibanda (Hutu) est nommé président.	
1963		DÉCEMBRE Attaque de guérilleros tutsis – milliers de morts à la suite de représailles contre les Tutsis de l'intérieur – nombre de réfugiés estimé à 300 000.	
1967		Massacre de Tutsis au Rwanda.	
1972		Exclusion des Tutsis de l'administration au Rwanda.	
1973		Exclusion des Tutsis des écoles et de l'université nationale de Butare – massacre de populations tutsies suivi d'un exode important – coup d'État et prise du pouvoir par le major Juvénal Habyarimana.	

	International	Rwanda	MSF
1975		18 JUILLET Signature d'accords d'assistance militaire entre la France et le Rwanda.	
1978		24 DÉCEMBRE Élection du candidat unique, Juvénal Habyarimana à la présidence de la République. Gouvernement majoritairement composé de Hutus.	
1983		Réélection de Juvénal Habyarimana avec 99,98 % des voix.	
1986		Le gouvernement rwandais annonce que les réfugiés rwandais à l'étranger ne seront pas autorisés à rentrer chez eux, le pays n'étant pas assez grand pour les accueillir. On estime à 600 000 le nombre de réfugiés tutsis vivant dans les pays voisins. Importante diaspora dans les pays occidentaux.	
1988		FÉVRIER Création du Front patriotique rwandais (FPR) en Ouganda. DÉCEMBRE Réélection de Juvénal Habyarimana à la présidence de la République avec plus de 90 % des voix. Gouvernement composé en majorité de Hutus.	
1990		OCTOBRE Offensive des forces du FPR arrêtée par les Forces armées rwandaises (FAR) avec le soutien des troupes belges, zaïroises, françaises – début de l'opération d'assistance militaire française Noroit, qui prendra fin en décembre 1993. - Arrestation de milliers d'opposants et de personnes d'origine tutsie à Kigali. - Massacre de 300 Tutsis à Kibilira.	

	International	Rwanda	MSF
1991		Massacre de Tutsis et d'opposants dans les préfectures de Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye et Byumba.	
1992	<p>DÉCEMBRE Les troupes américaines débarquent en Somalie dans le cadre de l'opération dite « humanitaire » « <i>Restore Hope</i> ».</p>	<p>MARS État de siège et vague de massacres de Tutsis dans le Bugesera.</p> <p>AVRIL 40 000 personnes déplacées, lancement du programme d'aide alimentaire d'urgence du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).</p> <p>16 AVRIL Gouvernement de transition avec une représentation importante de l'opposition.</p> <p>JUILLET-AOÛT Négociations d'Arusha entre le gouvernement et le FPR sous l'égide de l'OUA – cessez-le-feu.</p> <p>NOVEMBRE Escalade dans la violence des milices extrémistes hutues – manifestations des opposants au régime.</p>	<p>AVRIL - Courte mission de MSF Belgique dans la région de Ruhengeri. - MSF Hollande dans les camps est et ouest de Byumba.</p>
1993		<p>JANVIER Gouvernement de transition sur une base élargie accepté au cours des négociations d'Arusha.</p> <p>20-22 JANVIER Massacres de Tutsis et d'opposants dans les préfectures de Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye et Byumba.</p>	

	International	Rwanda	MSF
1993	<p>MARS La France propose au Conseil de sécurité de l'ONU la création d'une mission de maintien de la paix pour le Rwanda. - Publication d'un rapport de Human Rights Watch et de la Fédération internationale pour les droits humains révélant que 2 000 Tutsis ont été massacrés depuis 1990.</p> <p>AVRIL Visite au Rwanda du rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.</p> <p>MAI Rapport de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies, recommandant la création d'une mission d'observation des Nations unies sur la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda.</p> <p>JUIN Assassinat de 23 Casques bleus pakistanais en Somalie.</p>	<p>FÉVRIER Offensive FPR jusqu'aux portes de Kigali, repoussée avec l'aide des troupes françaises.</p> <p>JUILLET Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre du nouveau gouvernement rwandais.</p>	<p>FÉVRIER - MSF Hollande dans les camps de Murambi (Byumba-est) et de Kigali nord (Byumba-ouest). - MSF Belgique dans les camps et communes de la préfecture de Ruhengeri.</p>

	International	Rwanda	MSF
1993	<p>AOÛT Publication des conclusions du rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires : les massacres commis contre les Tutsis depuis 1990 constituent un génocide au sens de la convention de 1948.</p> <p>OCTOBRE Résolution 872 du Conseil de sécurité des Nations unies créant la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).</p> <p>DÉCEMBRE Départ du détachement militaire français Noroit de Kigali.</p>	<p>4 AOÛT Accords de paix d'Arusha entre le FPR et le gouvernement rwandais, prévoyant un cessez-le-feu, un gouvernement de transition, la fusion des deux armées et l'établissement d'une « zone libre d'armes » à Kigali.</p> <p>SEPTEMBRE Création de la Radio télévision libre des Mille Collines, animée et contrôlée par des extrémistes hutus.</p> <p>OCTOBRE Assassinat de Melchior Ndadaye, hutu, premier président du Burundi démocratiquement élu, par des éléments de l'armée dominée par des Tutsis ; les massacres commis de part et d'autre causent 100 000 morts et l'exode de 700 000 personnes, dont 500 000 au Rwanda.</p> <p>28 DÉCEMBRE Arrivée à Kigali de 600 soldats et des représentants du FPR dans le cadre des accords d'Arusha.</p>	<p>OCTOBRE - Des milliers de morts de shigellose et de faim dans les camps de réfugiés – MSF Hollande et MSF Belgique interviennent dans les camps de la préfecture de Butare, MSF France dans ceux du Sud-Est.</p> <p>DÉCEMBRE MSF dénonce publiquement la faiblesse, l'irrégularité et la mauvaise qualité des livraisons de nourriture du PAM aux réfugiés burundais au Rwanda.</p>
1994	<p>JANVIER Le Rwanda devient membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies – le général Dallaire informe le Département des opérations du maintien de la paix de l'ONU de l'existence d'un plan d'extermination des Tutsis – Human Rights Watch publie son rapport « Réarmement au Rwanda » révélant la politique de réarmement massif du régime Habyarimana.</p> <p>FÉVRIER Le général Dallaire informe l'ONU que la situation se détériore ; distributions d'armes et établissement de listes ciblées par les escadrons de la mort ; appels aux renforts.</p>	<p>5 JANVIER - Investiture du président Juvénal Habyarimana. - Report de la mise en place du gouvernement à base élargie et de la nouvelle Assemblée. - Manifestations violentes d'Interahamwe (milices extrémistes hutues) à Kigali.</p> <p>21 FÉVRIER - Assassinat du ministre Félicien Gatabazi. En représailles, lynchage de Martin Bucyana, président de la CDR, parti extrémiste hutu.</p>	<p>FÉVRIER - Mise en place d'un plan d'action d'urgence par les organisations humanitaires présentes à Kigali, dont MSF et le CICR.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>4 AVRIL Résolution 909 du Conseil de sécurité : renouvelle le mandat de la MINUAR avec menace du retrait dans les six semaines si les accords d'Arusha ne sont pas appliqués.</p>	<p>23 FÉVRIER Nouveau report sine die de la mise en place du gouvernement de transition et de l'Assemblée nationale de coalition du président Habyarimana et de 15 députés.</p> <p>6 AVRIL - 20h15 : l'avion transportant les présidents Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi ainsi que d'autres membres des deux gouvernements est abattu alors qu'il s'apprête à atterrir sur l'aéroport de Kigali. - Dans l'heure qui suit, établissement de barrages par la garde présidentielle à Kigali.</p> <p>7 AVRIL - Début des massacres des opposants politiques, des Hutus favorables au partage du pouvoir et des Tutsis – enlèvement, torture et assassinat de dix Casques bleus belges dans une caserne de l'armée rwandaise ; assassinat du Premier ministre Agathe Uwilingiyimana. - Kigali contrôlée par la garde présidentielle. MINUAR paralysée. - Les troupes du FPR font mouvement vers Kigali.</p>	<p>- Amélioration sensible de la qualité et de la quantité de nourriture fournies dans les camps. - Baisse des taux de mortalité.</p> <p>7 AVRIL Évacuation des volontaires de MSF Belgique des camps de réfugiés de Kigali – les équipes de MSF Hollande sont témoins de massacres à Murambi.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>9 AVRIL Arrivée des parachutistes français qui évacuent les ressortissants étrangers et des membres de la famille Habyarimana.</p> <p>11 AVRIL Le général Dallaire obtient un cessez-le-feu pour faciliter l'évacuation des expatriés.</p>	<p>8 AVRIL - Pillages, viols, massacres systématiques de Tutsis par les Interahamwe dans Kigali. - Formation d'un gouvernement intérimaire par l'ancien porte-parole du Parlement, Théodore Sindikubwabo, qui s'autoproclame président.</p> <p>10 AVRIL Début du ramassage des cadavres dans les rues de Kigali par des camions poubelles.</p>	<p>8 AVRIL - Évacuation des volontaires de MSF France des camps de réfugiés du sud du pays vers le Burundi, la Tanzanie et vers Kigali; refus des autorités rwandaises de laisser passer le personnel national MSF, d'origine tutsie, vers le Burundi. - Évacuation des volontaires de MSF Hollande et des volontaires belges de MSF Belgique de Butare, remplacés par une nouvelle équipe. - L'équipe MSF tente de secourir les blessés dans les rues et à l'hôpital de Kigali. - Communiqué de presse de MSF France et MSF Royaume-Uni : « Des équipes chirurgicales de MSF prêtes à partir pour Kigali. »</p> <p>9 AVRIL - À l'hôpital de Kigali (CHK), les volontaires de MSF retrouvent les corps de leurs patients, qui ont été achevés pendant la nuit. À Murambi, sous les yeux de l'équipe de MSF Hollande, des Tutsis réfugiés dans l'orphelinat sont emmenés et massacrés. - Communiqué de presse MSF : « MSF porte assistance aux blessés dans l'hôpital de Kigali. »</p> <p>10 AVRIL Rapatriement des volontaires de MSF France, puis de MSF Hollande de Kigali par les militaires français. Ceux de MSF Belgique, de nationalité belge, se réfugient sous la protection des Casques bleus belges dans un entrepôt des Nations unies, à l'aéroport.</p> <p>11 AVRIL - Une équipe chirurgicale de MSF Belgique arrive de Nairobi et reste <i>bloquée</i> sur l'aéroport de Kigali. - Communiqué de presse de MSF Belgique : « MSF : le point sur les opérations de secours au Rwanda ».</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>14 AVRIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évacuation des derniers ressortissants étrangers, avant départ des soldats français. - Annonce du retrait des troupes belges de la MINUAR. <p>16 AVRIL</p> <p>Remise en question de la MINUAR au Conseil de sécurité.</p>	<p>12 AVRIL</p> <p>Communiqué du ministre de la Défense rwandais sur Radio Mille Collines incitant à l'élimination des Tutsis.</p>	<p>12 AVRIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évacuation sur Nairobi de l'équipe de MSF Belgique bloquée dans l'entrepôt des Nations unies. - Récits à la presse. - Les seuls acteurs humanitaires restant présents à Kigali sont les 26 employés suisses du CICR. <p>13 AVRIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrivée d'une équipe chirurgicale de MSF France à Kigali en provenance de Bujumbura, dans un convoi du CICR. - Les équipes MSF et du CICR commencent à travailler sous le même drapeau dans un hôpital de campagne. - La coordinatrice de MSF Hollande à Goma, au Zaïre, alerte le siège de MSF Hollande, à Amsterdam, sur le caractère systématique des persécutions contre les Tutsis. <p>15 AVRIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'équipe de MSF Hollande de Goma, au Zaïre, porte secours à un groupe de 3 000 réfugiés d'origine tutsie fuyant les massacres du Rwanda. - Communiqué de presse de MSF Belgique : « Le point sur les activités MSF ». - Récit d'un volontaire MSF à Skynews, BBC et CNN. <p>16 AVRIL</p> <p>Des volontaires de MSF Belgique et MSF Hollande assistent de loin à un massacre dans la commune de Kibeho.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>17 AVRIL Début de la contre-offensive « médiatico-humanitaire » française avec retour médiatisé de Bernard Kouchner, ex-secrétaire d'État à l'action humanitaire.</p> <p>20 AVRIL Les derniers Casques bleus belges quittent Kigali.</p> <p>22 AVRIL Vote par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 912 réduisant à 270 le nombre de Casques bleus.</p>	<p>17 AVRIL Intensification des massacres à Gikongoro et en périphérie de Butare.</p> <p>18 AVRIL Le préfet de Kigali coordonne la « chasse au Tutsi ».</p> <p>19 AVRIL Prise de contrôle de Butare par la garde présidentielle. Renvoi puis assassinat du préfet.</p> <p>22 AVRIL 250 000 Rwandais hutus encadrés par les autorités administratives et les milices de leurs communes d'origine traversent la frontière et se réfugient en Tanzanie, près de la ville de Ngara.</p>	<p>MI-AVRIL - Ouverture de programmes de MSF Belgique et MSF France auprès des « rapatriés » burundais et des réfugiés rwandais au Burundi. - Début du recueil des récits de tous les volontaires MSF qui rentrent du Rwanda.</p> <p>20 AVRIL - Une foule armée de machettes refuse à Rony Zachariah, coordinateur médical de MSF Belgique à Butare, l'accès des camps de Saga 1 et Saga 2 et l'évacuation des employés locaux de MSF. - Communiqué de presse de MSF Belgique : « Violences au Rwanda : des centaines de blessés réussissent à rejoindre le Burundi. »</p> <p>21 AVRIL Un employé zaïrois rapporte à l'équipe de MSF Belgique de Butare que les soldats ont forcé des employés locaux d'origine hutue à tuer leurs collègues d'origine tutsie.</p> <p>22 AVRIL Communiqué de presse de MSF France et MSF Hollande : « Alors que les Nations unies se retirent du pays, la population du Rwanda risque de sombrer dans l'oubli. »</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>27 AVRIL Au cours de son audience générale, le pape Jean-Paul II invite « ceux qui détiennent les responsabilités à une action généreuse et efficace pour que cesse ce génocide ».</p> <p>28 AVRIL Communiqué de presse d'Oxfam qualifiant les massacres qui se déroulent au Rwanda de « génocide ».</p>	<p>23 AVRIL Violents combats dans le nord du pays (Byumba et Ruhengeri).</p> <p>27 AVRIL Reprise de violents combats à Kigali.</p>	<p>23 AVRIL - Massacre de 150 patients de l'hôpital de Butare et de cinq membres du personnel rwandais, sous les yeux de l'équipe de MSF Belgique. - Interview à la presse hollandaise de Wouter Van Empelen (MSF Hollande).</p> <p>24 AVRIL - Évacuation des équipes de MSF Belgique et de MSF Hollande de Butare vers le Burundi : scènes de chasse à l'homme sur la route et cadavres dans l'Akagera. - À Bujumbura, contacts des équipes avec la presse internationale : demande de création de « corridors humanitaires ».</p> <p>26 AVRIL MSF Belgique rapporte le témoignage de l'équipe de Butare à Colin Keating, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande à l'ONU et président temporaire du Conseil de sécurité.</p> <p>28 AVRIL - Conférence de presse de MSF Belgique : le président Réginald Moreels qualifie les événements du Rwanda de « génocide ». - Article de Réginald Moreels dans <i>De Morgen</i> qualifiant les événements du Rwanda de « génocide ».</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>30 AVRIL Condamnation des massacres par le Conseil de sécurité des Nations unies, mais quatre États, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, refusent l'utilisation du terme « génocide » dans la résolution. Boutros Boutros-Ghali demande en vain « une action énergique » du Conseil de sécurité pour « mettre fin aux massacres » et la remise en question de la réduction de effectifs de la MINUAR.</p> <p>4 MAI - Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères français, demande aux Nations unies un renforcement des troupes de la MINUAR. - Au cours d'une interview à ABC News Nightline, Boutros Boutros-Ghali affirme qu'au Rwanda il est question de « génocide ».</p> <p>5 MAI - Directive du président Bill Clinton : les États-Unis ne soutiendront militairement et financièrement une opération multilatérale que si celle-ci fait « progresser les intérêts nationaux américains ». - Le président d'Ouganda, Yoweri Museveni, accuse le gouvernement intérimaire rwandais de génocide.</p>	<p>1^{ER} MAI Bouclage de la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie par le FPR, qui repousse les FAR vers l'ouest.</p> <p>3 MAI Poursuite des massacres ciblés à Kigali.</p> <p>4 MAI - Enclenchement de la « bataille de Kigali ». - Menace de famine généralisée dans les camps de Tanzanie.</p> <p>5 MAI Poursuite des affrontements à Kigali.</p>	<p>30 AVRIL Assemblée générale de MSF France. Le président sortant, Rony Brauman, parle de « pogroms industrialisés, mécanisés, à la grenade et à la machette, programmés, réalisés par des groupes bien identifiés » et pointe du doigt la responsabilité française.</p> <p>2 MAI Les équipes MSF prennent en charge les réfugiés rwandais sur le site de Benaco, en Tanzanie.</p> <p>4 MAI - Communiqué de presse de MSF Royaume-Uni : « 489 000 personnes ont fui le Rwanda où les massacres continuent. MSF triple son aide aux réfugiés. » - Communiqué de presse de MSF France : « MSF envoie un avion spécial en Tanzanie pour assistance aux réfugiés rwandais. » - Ouverture du programme de MSF Belgique à Byumba.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>11 MAI Alison Des Forges, de Human Rights Watch Afrique, publie dans <i>The New York Times</i> une tribune intitulée « Génocide : c'est un fait au Rwanda »</p> <p>15 MAI Le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé, emploie le terme « génocide » devant la presse après une réunion du Conseil des ministres de l'Union européenne.</p>		<p>6 MAI Reprise dans le quotidien <i>Le Soir</i> de l'article de Réginald Moreels (président de MSF Belgique) publié le 28 avril dans <i>De Morgen</i>.</p> <p>7 ET 8 MAI Assemblée générale de MSF Belgique sous le choc du génocide des Rwandais tutsis.</p> <p>9 MAI - Dernière sortie des volontaires CICR-MSF France pour ramasser les blessés dans Kigali. - Lettre de MSF Royaume-Uni au quotidien britannique <i>The Guardian</i> réfutant l'amalgame entre MSF et droit d'ingérence.</p> <p>11 MAI Communiqué de presse de MSF Belgique : « Urgence Rwanda : MSF poursuit son action. »</p> <p>13 MAI Communiqué de presse de MSF France : « Près de 100 personnes du personnel MSF assassinées au Rwanda ».</p> <p>16 MAI Au journal télévisé de la première chaîne de télévision française, Jean-Hervé Bradol (de MSF France) parle d'« extermination planifiée » et met en accusation le soutien de la France au régime Habyarimana.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>17 MAI La résolution 918 du Conseil de sécurité exprime « une fois de plus son inquiétude face aux informations persistantes faisant état de violations systématiques, généralisées et flagrantes du droit international humanitaire au Rwanda » et rappelle que « dans ce contexte, le fait de tuer les membres d'un groupe ethnique dans l'intention de détruire totalement ou partiellement ce groupe constitue un crime qui tombe sous le coup du droit international ». Elle « exige que toutes les parties au conflit cessent immédiatement les hostilités, acceptent un cessez-le-feu et mettent fin à la violence et au carnage insensés dans lesquels est plongé le Rwanda. »</p> <p>18 MAI Le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé utilise de nouveau le terme « génocide » dans une réponse à une question d'actualité à l'Assemblée nationale et propose un sommet des chefs des États voisins du Rwanda.</p>	<p>19 MAI Bombardements par le FPR du centre hospitalier de Kigali et par les FAR du QG de l'ONU, situé en zone FPR.</p> <p>22 MAI Prise de l'aéroport de Kigali par le FPR.</p>	<p>17 MAI Communiqué de presse de MSF Royaume-Uni : « Les renforts des Nations unies arriveront probablement trop tard au Rwanda. »</p> <p>18 MAI - Publication dans le quotidien français <i>Le Monde</i> d'une lettre ouverte de MSF France au président François Mitterrand lui demandant une intervention « contre l'extermination systématique et programmée des opposants à une faction soutenue par la France ». - Publication dans <i>The New York Times</i> de l'article d'Alain Destexhe, secrétaire général de MSF international : « Les Rwandais meurent tandis que les Nations unies perdent du temps », qualifiant les événements du Rwanda de « génocide ».</p> <p>19 MAI Les dirigeants de MSF France demandent aux responsables de la « cellule africaine » du président de la République française de convaincre leurs « amis » rwandais d'arrêter les massacres.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>23 MAI - Huit pays africains se déclarent prêts à participer à la MINUAR 2. - Publication à Londres du recueil de témoignages d'Amnesty International sur les massacres commis par « les partisans du gouvernement et les troupes régulières », citant aussi les « homicides délibérés et arbitraires perpétrés par le FPR et ses partisans ».</p> <p>24 ET 25 MAI 3e session extraordinaire de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies à Genève : nomination d'un rapporteur spécial, l'Ivoirien René Degni-Ségué, chargé d'enquêter sur le « génocide » éventuel.</p> <p>27 MAI Boutros Boutros-Ghali parle de « scandale et échec » au sujet de la réticence des États à envoyer des troupes et de la poursuite du génocide.</p>	<p>29 MAI Prise de Nyanza par le FPR.</p>	<p>23 MAI Organisation de la compilation commune des récits des volontaires, témoins des événements du Rwanda par toutes les sections MSF.</p> <p>24 MAI Dr Rony Zachariah, coordinateur de MSF Belgique à Butare, témoigne devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU des massacres ciblés auxquels il a assisté.</p> <p>25 MAI L'hôpital du CICR à Kigali est touché par un mortier : trois morts parmi le personnel médical rwandais.</p> <p>29 MAI Installation d'une équipe de MSF Belgique et Hollande à l'hôpital Fayçal, à Kigali.</p> <p>JUIN Début du mois - MSF remet son document « Génocide au Rwanda - Témoignages » à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. - Mission exploratoire à Cyangugu, en zone FAR, sans suite, car sécurité non garantie par les autorités.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>7 JUIN Déblocage de fonds massifs aux organisations humanitaires par le gouvernement français.</p> <p>8 JUIN La résolution 925 du Conseil de sécurité de l'ONU évoque des « actes de génocide » commis au Rwanda.</p> <p>12 JUIN Condamnation par l'OUA des « crimes contre l'Humanité » commis au Rwanda.</p> <p>15 JUIN - Le ministre des Affaires étrangères déclare que la France serait prête à intervenir au Rwanda dans le but de « protéger les groupes menacés d'extermina-</p>	<p>14 JUIN Prise de Gitarama par le FPR - Fuite du gouvernement intérimaire vers Kibuye et Gisenyi.</p>	<p>2 ET 3 JUIN Au cours d'un séminaire, la direction de MSF France décide de lancer un appel à une intervention armée internationale pour arrêter le génocide.</p> <p>3 JUIN Communiqué de presse de MSF Belgique : « MSF entame une mission à Nyamata, au Bugesera. »</p> <p>7 JUIN - Un conseil d'administration exceptionnel de MSF France décide de lancer un appel à une intervention armée internationale. - Communiqué de presse de MSF Belgique : « MSF envoie une équipe en renfort à Kigali. »</p> <p>10 JUIN Communiqué de presse de MSF France : « Les massacres continuent dans la ville de Kigali. »</p> <p>14 JUIN MSF France chez le président de la République, qui qualifie le régime Habyarimana de « bande d'assassins » et annonce une intervention de la France.</p> <p>15 JUIN - Communiqué de presse de MSF France : « Pour sauver les vies qui peuvent encore l'être, alors que le génocide se poursuit, MSF lance un appel urgent</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>tion » avec des partenaires africains et européens. - Publication dans le quotidien français <i>Libération</i> de l'appel « Ne laissons pas la faim achever le génocide » lancé par les organisations françaises Médecins du Monde, Pharmaciens Sans Frontières, Handicap International, Atlas, Citoyens Solidaires, SOS Racisme.</p> <p>17 JUIN Boutros Boutros-Ghali se déclare favorable à l'initiative française.</p> <p>18 JUIN La France annonce qu'elle saisira le Conseil de sécurité des Nations unies à propos d'une « intervention militaire ponctuelle à but humanitaire au Rwanda, baptisée "opération Turquoise", avec ou sans le soutien d'autres pays ».</p>		<p>à l'arrêt des combats et l'intervention immédiate des Nations unies. » - Réunion internationale MSF : MSF Hollande s'inquiète de possibles effets négatifs de la prise de parole de MSF France sur l'ouverture de son projet à Butare.</p> <p>16 JUIN Les responsables de MSF France annoncent au directeur des opérations du CICR la prise de parole publique prochaine de MSF - Communiqué de presse de MSF États-Unis annonçant un appel de MSF à une intervention immédiate pour mettre fin au génocide.</p> <p>17 JUIN Conférence de presse de MSF France : appel à une intervention armée internationale; description du camp de Benako comme une « vitrine humanitaire » et un « sanctuaire du génocide » - Responsable de programme de MSF France aux États-Unis : itw avec la presse et rencontre avec les autorités américaines.</p> <p>18 JUIN Publication de l'appel de MSF France à une intervention armée pour mettre fin au génocide : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins », dans <i>Le Monde</i> (édition datée du 18 juin, en vente le 17 à partir de 13h).</p> <p>20 JUIN Lettre du président de MSF France au secrétaire général du FPR rappelant les deux appels de MSF à une intervention pour mettre fin au génocide, mais pas à une intervention isolée d'un gouvernement.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>22 JUIN Le Conseil de sécurité vote la résolution 929 autorisant la France et les autres pays qui pourraient participer à l'opération humanitaire au Rwanda à employer « tous les moyens » nécessaires, pendant une période de deux mois », en attendant la mise en place de la MINUAR 2, afin de protéger les civils et d'assurer la distribution de l'aide alimentaire, au titre du chapitre 7 de la Charte des Nations unies : « protection des populations civiles et de l'aide humanitaire ».</p> <p>23 JUIN Début de l'opération Turquoise, organisée par la France pour une durée de deux mois : 2 500 hommes prennent position à Goma et Bukavu.</p> <p>28 JUIN De retour du Rwanda, le rapporteur de la Commission des Nations unies sur les droits de l'Homme, René Degni-Ségui, confirme que le terme « génocide » peut être appliqué aux massacres de Tutsis et appelle à la mise en place d'un tribunal pénal international.</p>	<p>23 JUIN Évacuation forcée par le FPR de 70 000 à 100 000 personnes des zones de Ruhango et Nyanza vers Nyamata et Rilima.</p>	<p>22 JUIN Réunion internationale MSF : demande d'éclaircissement des sections vis-à-vis de la position de MSF sur l'intervention française. - Réaction négative des ONG françaises (sauf MSF France) à l'intervention de la France. - Dans la presse belge, MSF Belgique déclare : « Mieux vaut rien que les Français. »</p> <p>23 JUIN Les soldats de l'APR entravent l'assistance sanitaire de MSF et du CICR à l'évacuation forcée ordonnée par le FPR.</p> <p>24 JUIN Communiqué de presse de MSF Belgique : « évacuation de 3 500 civils à la suite d'une aggravation de la tension au sud de Gitarama » - Le CA de MSF France réaffirme qu'il n'y a pas d'alternative à l'intervention armée.</p> <p>29 JUIN MSF France ne participe pas à la conférence de presse des ONG françaises contre l'opération Turquoise.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>1^{ER} JUILLET Vote de la résolution 935 par le Conseil de sécurité demandant la constitution d'une commission d'experts impartiale pour examiner et analyser les preuves d'« éventuels actes de génocide ».</p> <p>3 JUILLET Le secrétaire général des Nations unies autorise la France à créer une « zone humanitaire sûre », sur 20 % du territoire rwandais, dans le sud-ouest du Rwanda (Cyangugu, Gikongoro, Kibuye).</p>	<p>3 JUILLET Prise de Butare par le FPR.</p> <p>4 JUILLET - Prise de Kigali et Butare par le FPR. - Début de l'exode massif de Rwandais fuyant l'avance du FPR, vers la région du Nord-Ouest (Ruhengeri, Gisenyi), où se trouve le gouvernement intérimaire.</p> <p>6 JUILLET Création d'un gouvernement d'union nationale au Rwanda.</p> <p>14 JUILLET - Prise de Ruhengeri par le FPR. - Arrivée de plusieurs centaines de milliers de Rwandais à Goma (Zaire).</p> <p>16 JUILLET - Arrivée des Forces armées rwandaises à Goma.</p>	<p>1^{ER} JUILLET Le conseil d'administration de MSF Belgique critique l'appel à l'intervention armée lancée par MSF France. - Communiqué de presse de MSF Belgique signalant un déplacement de population « ordonné par le FPR », « dans de mauvaises conditions et sans réelle préparation. »</p> <p>4 AU 12 JUILLET Mission exploratoire de MSF Belgique/France/Hollande en zone Turquoise, autour de Gikongoro : décision d'un programme conjoint de MSF France/Hollande, puis désistement de MSF Hollande.</p> <p>9 JUILLET Transmission au siège de MSF Belgique, à Bruxelles, du rapport confidentiel du coordinateur de MSF Belgique au Rwanda sur les violations des droits de l'Homme commises par le FPR au Rwanda.</p>

	International	Rwanda	MSF
1994	<p>21 AOÛT Départ des derniers soldats français de la zone Turquoise.</p> <p>OCTOBRE Rapport intérimaire des experts du Conseil de sécurité : des « actes de génocide » contre les Tutsis ont été effectivement commis au Rwanda.</p> <p>8 NOVEMBRE Vote par le Conseil de sécurité de la résolution 955 créant le Tribunal pénal international pour le Rwanda.</p>	<p>- 13 ministres et le président autoproclamé du gouvernement intérimaire se réfugient dans la zone humanitaire « sûre » au Rwanda.</p> <p>17 JUILLET - Prise de Gisenyi par le FPR. - Gouvernement intérimaire réfugié au Zaïre. - Nomination de Pasteur Bizimungu à la présidence de la République par le FPR.</p> <p>19 JUILLET Création d'un gouvernement d'unité nationale au Rwanda.</p>	<p>AOÛT MSF Belgique, avec le soutien juridique de MSF France, crée le Réseau des citoyens, qui fournit en urgence de l'assistance technique au système judiciaire rwandais.</p>